



Conseil économique et social

Distr. générale
1^{er} mars 2016
Français
Original : anglais/français

Comité chargé des organisations non gouvernementales

Reprise de la session de 2016

23 mai-1^{er} juin et 10 juin 2016

Rapports quadriennaux pour la période 2011-2014 présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général, en application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil

Note du Secrétaire général*

Additif

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Action de carême	3
2. Comité des États-Unis pour UNIFEM	4
3. GS1	6
4. South Asian Forum for Environment	7
5. Stichting Femienza Nederland	9
6. Stree Aadhar Kendra	10
7. Stree Mukti Sanghatana	11
8. Sulabh International	13
9. Syriac Universal Alliance	15
10. Transform Drug Policy Foundation	16
11. Transparency International	17

* Les rapports présentés par les organisations non gouvernementales ne sont pas revus par les services d'édition.



12.Trust for Sustainable Livelihoods	19
13.Union de l’action féminine	21
14.Union of British Columbia Indian Chiefs	22
15.Women Watch Afrika.	24

1. Action de carême

Statut consultatif spécial : 2007

Introduction

Action de carême est une organisation non gouvernementale de Suisses catholiques qui œuvre dans le domaine du développement.

Objectifs et mission

Les programmes de développement de l'organisation visent à promouvoir l'autonomisation, notamment en renforçant des structures rurales locales et d'autres regroupements de personnes dans les pays avec lesquels l'organisation coopère. L'organisation axe ses activités de plaidoyer et de lobbying sur les objectifs de développement durable, les objectifs du Millénaire pour le développement (et leur lien avec le financement du développement), les entreprises et les droits de l'homme, le droit à l'alimentation et les changements climatiques.

Changements à signaler

L'organisation a réduit le nombre des pays avec lesquels elle coopère, qui est passé de 16 à 14. Elle a également augmenté de manière significative sa contribution financière au titre de la coopération suisse au développement.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a financé des projets de développement dans 14 pays en Amérique latine, en Afrique et en Asie afin de lutter contre la faim et l'extrême pauvreté. Au plan politique, l'organisation a exposé et défendu sa position auprès de gouvernements et d'institutions/organisations internationales sur des sujets portant sur le financement du développement, les objectifs du Millénaire pour le développement et les objectifs de développement durable, les entreprises et les droits de l'homme, le droit à l'alimentation, les changements climatiques et le développement durable, les rapports de l'examen périodique universel au Conseil des droits de l'homme, la participation au processus d'élaboration des objectifs de développement durable et la conférence d'Addis-Abeba sur le financement du développement.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé aux réunions suivantes :

- De la dix-septième à la vingt-sixième session ordinaire du Conseil des droits de l'homme à Genève;
- Le colloque sur le Sommet de Rio de 2012, organisé par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, tenu à Genève du 22 au 24 juin;
- La Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20) à Rio de Janeiro au Brésil, du 20 au 22 juin 2012;
- La cinquième session du Forum social tenu à Genève, du 1er au 3 octobre 2012;

- La vingtième session de la Commission du développement durable, organisée à New York le 20 septembre 2013; et
- Le Forum des Nations Unies sur les entreprises et les droits de l’homme, organisé à Genève entre 2012 et 2014.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune information fournie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L’organisation a mené une campagne en Suisse en faveur d’une réglementation juridique des entreprises en vue du respect des droits de l’homme. Elle a milité pour la justice fiscale (objectif du Millénaire pour le développement n° 8). Elle a influencé le gouvernement suisse lors de l’élaboration des objectifs de développement durable.

2. Comité des États-Unis pour UNIFEM

Statut consultatif spécial : 1999

Introduction

Agréé en 1983, le Comité des États-Unis pour UNIFEM, aujourd’hui appelé le Comité national des États-Unis pour ONU-Femmes, est l’un des 18 comités nationaux dans le monde qui soutiennent la mission de l’Entité des Nations Unies pour l’égalité des sexes et l’autonomisation des femmes (ONU-Femmes). Il vise à sensibiliser le public sur les programmes axés sur l’autonomisation des femmes et l’égalité des sexes dans plus de 100 pays au monde.

Objectifs et mission

Le Comité national des États-Unis pour ONU-Femmes s’emploie à favoriser l’avènement d’un monde où les femmes et les filles vivent à l’abri de la violence, de la pauvreté et des inégalités. Le Comité appelle l’attention de ses membres sur les questions de première importance pour la promotion des femmes et en informe les élus afin de solliciter leur appui aux programmes d’ONU-Femmes.

Changements à signaler

En 2011, après que UNIFEM s’est associé à d’autres organisations pour former l’Entité des Nations Unies pour l’égalité des sexes et l’autonomisation des femmes, le Comité national des États-Unis pour UNIFEM a modifié ses statuts pour refléter le nouveau nom, à savoir le Comité national des États-Unis pour ONU-Femmes.

Contribution à des activités des Nations Unies

En 2013 et 2014, le Comité national des États-Unis pour ONU-Femmes et sa section de la région métropolitaine de New York ont organisé des manifestations parallèles à la session de la Commission de la condition de la femme. En 2013, le panel d’éminents dirigeants s’est penché sur la question du rôle des hommes dans la

défense de la cause des femmes à l'échelle mondiale. En 2014, le panel s'est penché sur la situation des femmes et des filles dans la science, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques. Parmi les autres actions principales qu'il mène, on peut citer le défilé annuel de la section qui vise à soutenir ONU-Femmes et le Fonds spécial des Nations Unies pour l'élimination de la violence contre les femmes.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

De 2011 à 2014, les représentants et invités du Comité national des États-Unis pour ONU-Femmes ont participé aux sessions de la Commission de la condition de la femme. Avant les réunions de la Commission de la condition de la femme, le Comité national des États-Unis pour ONU-Femmes a approuvé les déclarations officielles du Comité des ONG pour ONU-Femmes. Le Comité national des États-Unis pour ONU-Femmes coorganise chaque année des ateliers interactifs parallèles avec ses collègues du Comité des ONG pour ONU-Femmes. Le tandem UNIFEM-Comité national des États-Unis défend avec ferveur la campagne du Secrétaire général « Dites non -- Tous unis pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes » et a noué des partenariats avec la Fondation des Nations Unies.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

La contribution annuelle minimum du Comité national des États-Unis pour ONU-Femmes à ONU-Femmes se chiffre à 50 000 dollars en plus des activités d'autofinancement de l'organisation et des publications sur support papier et électronique envoyées à ses membres. Les représentants du Comité participent régulièrement aux séances d'information hebdomadaires organisées par le Département de l'information et des informations pertinentes sur divers aspects des travaux de l'ONU sont envoyées aux membres du Comité. Ce dernier travaille avec ONU-Femmes sur leur campagne Beijing+20, afin de mettre en relation ONU-Femmes et les organisations de la société civile pour accélérer la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing qui en est à sa vingtième année. Le 14 avril 2014, le Comité national des États-Unis pour ONU-Femmes et la Fondation des Nations Unies ont coorganisé la première réunion entre ONU-Femmes et les organisations de la société civile basées à Washington DC.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Les travaux du Comité national des États-Unis pour ONU-Femmes visent notamment à contribuer à la réalisation de l'objectif du Millénaire pour le développement n° 3. Des fiches détaillées sur les objectifs du Millénaire pour le développement ont été présentées à diverses manifestations spéciales au fil des années par des sections locales, puis envoyées à tous les membres de la liste de diffusion du Comité.

3. GS1

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

Créée en 1974, l'organisation GS1 est basée à Bruxelles.

Objectifs et mission

GS1 est une organisation internationale de premier plan qui se consacre à la conception et à la mise en œuvre de solutions et de standards internationaux visant à améliorer l'efficacité et la visibilité des chaînes de valeur internationales et intersectorielles.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Dans le cadre des *Food and Agriculture Business Principles*, du Pacte mondial des Nations Unies et du Centre de commerce international, GS1 met au point une infrastructure mondiale pour reconnaître les nombreux agriculteurs qui représentent le moteur des systèmes de production alimentaire nationaux et internationaux. L'organisation contribue aux travaux du sous-groupe des codes-barres du groupe consultatif pour le conditionnement et la présentation des vaccins de l'Organisation mondiale de la Santé.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Depuis que l'organisation a bénéficié du statut consultatif spécial en août 2011, elle a participé, dans le cadre d'une délégation d'ONG, à des réunions du Centre des Nations Unies pour la facilitation du commerce et les transactions électroniques. Elle a notamment pris part aux réunions du groupe de travail sur l'élevage, la traçabilité et la messagerie du Centre susmentionné consacrées à l'agriculture. Elle a également participé, en 2013, aux réunions du groupe de travail 7 sur les normes de qualité des produits agricoles de la Commission économique pour l'Europe, ainsi qu'à celles de la Section spécialisée de la normalisation de la viande.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Un mémorandum d'accord a été signé entre l'Union postale universelle et GS1 en décembre 2010. Les deux organisations examinent des pistes de collaboration dans les domaines des identificateurs d'emplacement, des technologies d'identification par radiofréquences et des normes en matière de commerce électronique. L'organisation travaille avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et le Centre de commerce international à l'amélioration de la chaîne d'approvisionnement humanitaire en appliquant ses normes d'identification et d'échange. Un projet pilote a été réalisé en 2014 et est en cours d'évaluation. GS1 est membre actif de l'Activité conjointe de coordination sur l'Internet des objets de l'Union internationale des télécommunications depuis sa création en février 2011.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Aucune information fournie.

4. South Asian Forum for Environment

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

Enregistrée en 2004, South Asian Forum for Environment œuvre à la réalisation des objectifs de développement durable et à la promotion de l'environnement durable afin de réduire la pauvreté au moyen de l'autonomisation, de l'équité et de la réciprocité dans l'écorégion de l'Inde.

Objectifs et mission

L'organisation se penche sur des questions relatives aux changements climatiques et mène des recherches en vue du développement durable en créant de nouveaux moyens de subsistance à travers le Bio-rights, la préparation à l'échelle locale aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets, l'adaptation aux changements climatiques et le renforcement des capacités en matière d'innovation et de transfert de technologie verte dans les zones rurales.

Changements à signaler

L'organisation est active dans l'écorégion d'Asie du Sud. START (l'équipe spéciale de recherche de l'organisation) a été créée en tant qu'unité consultative chargée de l'orientation politique et stratégique.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a contribué aux initiatives des Nations Unies en réalisant les activités suivantes :

Le règlement des conflits et la paix;

- Les progrès accomplis vers un règlement durable des questions relatives aux eaux transfrontalières et la régulation du transport routier des « marchandises écologiquement sensibles » au-delà des frontières à travers une initiative appelée PENTA-C;
- Une initiative appelée « Biorights of Commons » qui reconnaît les droits des communautés défavorisées;
- L'égalité des sexes et l'intégration de la dimension genre dans toutes les initiatives prises;
- La gouvernance communautaire des ressources naturelles par le biais d'une budgétisation participative des ressources, de l'accès équitable, du partage et de la régénération des ressources.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé aux réunions suivantes :

- La Conférence des Parties (COP 17 et 21) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques;
- La COP 11 – Convention sur la diversité biologique à Hyderabad en Inde;
- Le forum sur l'écologie en Asie organisé par le Programme des Nations Unies pour l'environnement en 2012 à Séoul; et
- La conférence Globelics 2009 organisée par le Centre de formation et de recherche économique et sociale de l'Université des Nations Unies sur l'innovation et la technologie à Maastricht, tenue à Dakar.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation coopère avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement en tant que membre de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement. Elle collabore avec le Programme de microfinancements du Programme des Nations Unies pour le développement. Le Programme des Nations Unies pour les établissements humains a financé l'initiative des jeunes de l'organisation concernant les forêts urbaines. L'organisation bénéficie d'un statut d'« observateur » auprès de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et a reçu le prix Lighthouse Activity Award 2014. Elle est membre accréditée du conseil de pilotage scientifique et travaille sur les sites du patrimoine mondial de l'UNESCO.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Les initiatives de l'organisation axées sur la préservation de la biodiversité et les villes climatiquement rationnelles se conforment aux objectifs d'Aichi et contribuent à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement n° 1 et 7 ainsi que leurs cibles et indicateurs techniques. Les initiatives de l'organisation en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes contribuent directement à la réalisation de l'objectif du Millénaire pour le développement n° 3, alors que ses partenariats internationaux concernant les mesures d'adaptation aux changements climatiques et la création de réseaux au niveau mondial destinés à l'économie du savoir contribuent à la réalisation de l'objectif du Millénaire pour le développement n° 8.

Informations complémentaires

Prix et distinctions reçus :

- Lighthouse Activity Award 2014, Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques,
- Development Marketplace Award 2014, Banque mondiale.

5. Stichting Feminenza Nederland

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

Stichting Feminenza Nederland fait partie d'un réseau d'organisations non gouvernementales féminines internationales comprenant 400 leaders et éducateurs dans 18 pays.

Objectifs et mission

L'organisation entend promouvoir l'avenir des femmes et une meilleure réciprocité entre les sexes. Elle vise prioritairement à soutenir les résolutions 1624 et 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU et l'objectif du Millénaire pour le développement n° 3 en renforçant la contribution des femmes à la promotion d'une culture de la paix, au renforcement de leur rôle en matière de leadership et à la lutte contre la violence à leur encontre ainsi qu'à l'égard des filles par le biais d'une éducation aux questions de genre associant les deux sexes.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a consacré des ressources financières et humaines à son programme de formation à l'intention des conseillers œuvrant pour le pardon et la réconciliation au Kenya. Le programme pilote a été financé par l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) et a fait l'objet d'un contrôle indépendant de l'Agence suédoise de coopération internationale au développement. Quelque 5 000 victimes et auteurs de violence ont été réhabilités.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé à un atelier de la Commission de la condition de la femme sur le thème « Women rehabilitating survivors and offenders as a long term transformative solution to Gender Based Violence » tenu le 5 mars 2013 à New York.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a travaillé avec ONU-Femmes au Kenya à l'organisation du programme de formation à l'intention des conseillers œuvrant pour le pardon et la réconciliation.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Pendant la période 2011-2014, l'organisation a joué un rôle déterminant en aidant son réseau international à élaborer un programme de formation mondial sur le pardon et la réconciliation, qui contribue à la réalisation des objectifs de la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU et de l'objectif du Millénaire pour

le développement n° 3. Ce programme est appliqué en Europe, au Kenya, en Amérique du Nord, au Moyen-Orient et continue de s'étendre à d'autres pays. L'organisation forme les leaders communautaires et féminins et leur donne les moyens de mener des initiatives en matière de consolidation de la paix et de résolution des conflits. Le programme s'intéresse aux groupes vulnérables aux Pays-Bas tels que les femmes victimes de violence conjugale, les réfugiés en provenance de l'Afrique francophone et les filles vulnérables.

6. Stree Aadhar Kendra

Statut consultatif spécial : 1999

Introduction

Stree Aadhar Kendra (Centre de promotion de la femme) mène des activités en Inde depuis 1984, mettant en œuvre des programmes de développement et d'autonomisation à l'intention des femmes issues de communautés en situation difficile et défendant leur droit à des lois et programmes progressistes.

Objectifs et mission

L'organisation vise à autonomiser les femmes, en particulier celles vivant dans des conditions difficiles, par des conseils, la sensibilisation, la mobilisation, la création de réseaux, la recherche et le plaidoyer. Elle aide les femmes à lutter contre la discrimination et l'exploitation, et s'assure qu'une justice respectueuse des femmes est rendue de manière démocratique et sans violence. L'organisation établit des liens avec d'autres organisations de la société civile nationales et internationales qui partagent sa vision et le système des Nations Unies afin de créer un impact au niveau local et au-delà.

Changements à signaler

L'organisation a multiplié ses initiatives concernant la violence à l'encontre des femmes par l'entremise de ses centres de conseil, en facilitant des procédures juridiques et judiciaires et en militant au niveau national et fédéral pour la mise en œuvre effective de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, du Programme d'action de Beijing, de la loi de 2012 et 2013 relative à la protection de l'enfant contre les infractions sexuelles, de la loi de 2005 relative à la protection des femmes contre la violence domestique (amendée en 2013) et de la loi de 2013 relative à la prévention, à l'interdiction et à la réparation du harcèlement sexuel subi par les femmes sur leur lieu de travail.

Contribution à des activités des Nations Unies

Pendant la période 2011-2014, Stree Aadhar Kendra a organisé une campagne réclamant des poursuites judiciaires contre des auteurs d'exploitation sexuelle d'élèves policières ainsi que leur condamnation, de même que de nombreux ateliers, réunions et conférences sur la sensibilisation aux questions de genre au sein de la police; la budgétisation respectueuse de la parité entre les sexes au sein des conseils municipaux; l'intensification de la participation des femmes occupant un poste électif dans les administrations locales en milieu urbain et rural et le renforcement de ces administrations; les outils et techniques en matière de conseil familial à

l'intention d'ONG pour la gestion avec délicatesse des cas de violence conjugale; le traitement, avec les décideurs et les administrateurs, des cas de violence contre les femmes; le rôle des représentantes élues au sein de l'administration; l'adoption de lois pour mettre fin aux crimes d'honneur et s'opposer à la publicité de la violence et au statut secondaire de la femme dans les médias; les amendements aux lois interdisant l'emprisonnement des auteurs d'abus.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune information fournie.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a tenu des réunions avec l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), la Commission de la condition de la femme et le groupe des organisations de la société civile au bureau de New Delhi. Elle a contribué à l'organisation de la campagne MY World dans le cadre de la Campagne Objectifs du Millénaire à Maharashtra en Inde et y a participé activement.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

En vue de la réalisation de l'objectif du Millénaire pour le développement n° 3, l'organisation a joué un rôle déterminant en réclamant une législation plus habilitante pour les femmes en cas d'abus sexuel (affaire Nirbhaya à New Delhi en décembre 2012). L'organisation a collaboré avec des organisations partageant les mêmes préoccupations qu'elle afin d'adresser une pétition signée par plus de 0,175 million de personnes exigeant des lois efficaces. S'agissant de l'objectif du Millénaire pour le développement n° 7, elle a organisé un atelier de gestion des catastrophes portant sur des mesures préventives en cas de tremblement de terre et autres catastrophes naturelles.

7. Stree Mukti Sanghatana

Statut consultatif spécial : 1999

Introduction

Stree Mukti Sanghatana (Organisation pour l'émancipation de la femme) mène des activités en Inde depuis 1975. L'organisation s'emploie à agir en faveur des femmes, notamment en sensibilisant le public aux questions les concernant, ainsi que sur l'égalité, la paix et le développement.

Objectifs et mission

L'organisation œuvre en faveur d'un changement économique, social, politique et culturel dans la vie des femmes en éliminant toutes les formes de discrimination, et en vue de la réalisation de l'égalité consacrée par la Constitution.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a mené diverses activités et élaboré des programmes pour sensibiliser sur la question du sexisme, la violence à l'égard des femmes et les préoccupations environnementales, notamment :

- La création d'une troupe culturelle qui, durant 40 ans, s'est consacrée à la promotion de l'égalité des sexes et de la justice sociale et à la sensibilisation aux questions environnementales grâce au théâtre de rue, aux productions théâtrales et musicales de grande envergure et à d'autres formes artistiques populaires en Inde.
- La création de centres de conseil familial
- Un programme de sensibilisation des adolescents en milieu scolaire touchant chaque année vingt mille garçons et filles
- Des programmes de formation pour les femmes analphabètes
- Un programme de préparation à l'exercice de responsabilités à l'intention des ramasseurs de déchets travaillant sur le tri sélectif, le compostage et la biométhanisation
- L'organisation possède un centre de formation polyvalent pour les femmes qui accueille les femmes en détresse, abrite un foyer pour les femmes qui travaillent, une crèche, un centre de documentation, un centre informatique et des commodités telles qu'une usine de biogaz pour capter l'eau de pluie, le recyclage de l'eau et un programme de formation sur l'environnement.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé à la COP 17 (Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques) à Durban en Afrique du Sud en novembre 2011, et à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20) tenue à Rio de Janeiro au Brésil en juin 2012.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Les membres de l'organisation ont participé à diverses réunions organisées par l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes en Inde. L'organisation a lancé le programme ZERO WASTE CAMPUS destiné à 35 établissements d'enseignement supérieur à Mumbai, en Inde, entre 2013 et 2015, en partie financé par le Programme des Nations Unies pour le développement.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

En vue de la réalisation de l'objectif du Millénaire pour le développement n° 2, l'organisation facilite la scolarisation des enfants de 5 000 éboueurs et leur permet de poursuivre leurs études, en vue de l'éradication du travail et du mariage des enfants. S'agissant des objectifs du Millénaire pour le développement n° 3, 5 et 6, l'organisation met en place des camps de santé périodiques pour femmes et enfants, notamment les filles. S'agissant de l'OMD n° 7, l'organisation a encouragé des milliers d'élèves dans des écoles et collèges de même que leurs parents à recycler, à adopter un comportement responsable et à préserver la dignité du travail.

Cela a permis de créer des centaines de complexes zéro déchet par le compostage et la biométhanisation des déchets humides et le recyclage des déchets secs, ce qui a contribué à réduire le coût du transport et des émissions résultant du transport ainsi que les gaz à effet de serre, et à protéger les moyens de subsistance des femmes pauvres des zones urbaines.

8. Sulabh International

Statut consultatif général : 2011

Introduction

L'organisation à vocation sociale Sulabh International a été créée en Inde en 1970.

Objectifs et mission

L'organisation entend : sensibiliser sur les questions de santé et d'hygiène; construire des toilettes dans les ménages et construire et entretenir des toilettes publiques; mettre au point des toilettes à chasse d'eau et à double fosse pour l'élimination des déchets qui sont à la fois abordables, économes en eau et écologiques; construire des toilettes dans les écoles en vue de promouvoir l'assainissement et assurer une réduction du taux d'abandon scolaire des filles; mettre au point des technologies de traitement des eaux usées et soucieuses de la protection de l'environnement; approvisionner les villages en eau potable et fournir des services de protection sociale aux veuves.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a contribué aux initiatives des Nations Unies en menant les activités suivantes :

- Administrer une école pour les enfants de personnes vivant de la récupération des déchets;
- Assurer la scolarisation des filles et des garçons du primaire, des enfants handicapés et des enfants issus des couches défavorisées;
- Restaurer les droits des personnes vivant de la récupération des déchets en soulageant leur peine;
- Promouvoir l'autonomisation des femmes;
- Promouvoir des technologies visant à mettre fin à la défécation en plein air; et
- Aider à abolir l'« intouchabilité »

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Parmi les réunions auxquelles l'organisation a participé, on peut citer :

- Le Congrès fondateur des jeux écologiques, tenu au siège de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, à Paris, du 3 au 5 juin 2013; et
- L'atelier régional sur l'évaluation de l'équité en matière de santé en milieu urbain et les mesures d'intervention intersectorielles organisé par le bureau régional pour l'Asie du Sud-Est de l'Organisation mondiale de la Santé, à New Delhi, du 27 au 29 novembre 2012.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation coopère avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance à travers le club d'assainissement de l'école Sulabh. Elle a mené des études parrainées par l'Organisation mondiale de la Santé sur l'élaboration d'un plan d'action visant à promouvoir la santé dans la ville de New Delhi (2011-2012); la capacité d'intervention des centres de santé primaires en matière de gestion de l'eau, de l'assainissement et des déchets dans les zones exposées aux catastrophes en Inde (2011); et l'élaboration d'un document de sensibilisation sur la qualité de l'eau (2011). Elle a par ailleurs organisé une formation parrainée par l'UNICEF portant sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène, les biogaz et les technologies énergétiques durables qui s'est tenue au Népal, entre août et septembre 2012.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a mené les activités suivantes :

- Administrer une école afin d'assurer l'éducation primaire, et ce en vue de la réalisation de l'objectif du Millénaire pour le développement n° 2;
- Soulager les femmes de l'activité de récupération des déchets et les former à l'autonomie financière et fournir des services de protection sociale aux veuves, en vue de la réalisation de l'objectif du Millénaire pour le développement n° 3;
- Lutter contre le VIH/sida en distribuant des préservatifs à travers le centre de santé primaire présent dans les toilettes publiques de l'organisation, en vue de la réalisation de l'objectif du Millénaire pour le développement n° 6;
- Garantir la durabilité dans l'utilisation des technologies d'assainissement et réduire au minimum les effets néfastes des gaz à effet de serre suivant la technique à base de pourpier pour la gestion des eaux usées et l'augmentation des stocks de poisson, en vue de la réalisation de l'objectif du Millénaire pour le développement n° 7; et
- Assurer un accès durable à l'eau potable dans les villages en installant des usines de traitement d'eau au niveau des sources d'eau douce.

9. Syriac Universal Alliance

Statut consultatif spécial : 1999

Introduction

Créée en 1983, Syriac Universal Alliance est basée à Hengelo aux Pays-Bas. Les organisations membres sont basées aux États-Unis, en Australie, en Suède, en Suisse, en Allemagne, en Autriche, au Royaume des Pays-Bas et en Belgique. L'organisation est également active en Turquie, en République arabe syrienne, en République d'Iraq, au Liban et dans l'État de Palestine.

Objectifs et mission

L'organisation a été créée pour unifier et superviser les organisations araméennes. Elle vise à informer et à sensibiliser sur les questions araméennes relevant du passé, du présent et de l'avenir, à faciliter, préserver et à promouvoir l'enseignement de l'héritage linguistique et culturel araméen, à protéger et à défendre les droits du peuple araméen en collaboration avec des gouvernements, des organisations politiques, sociales ou culturelles, et à représenter les Araméens à l'Organisation des Nations Unies, à l'Union européenne, au Conseil de l'Europe et dans d'autres organisations politiques, sociales ou de protection des droits de l'homme.

Changements à signaler

L'organisation a mis à jour ses statuts et a changé de nom pour devenir « World Council of Arameans (Syriacs) ».

Contribution à des activités des Nations Unies

De 2011 à 2014, l'organisation a tenu des séminaires et formations sur des questions relatives à l'identité, à la culture, aux enjeux sociaux et à l'intégration/assimilation dans la diaspora, au crime et à l'addiction, et aux problématiques liées aux droits de l'homme. Au rang des principales activités menées, on peut citer :

- Des activités orientées vers la jeunesse pour promouvoir une citoyenneté active, les droits de l'homme et la participation politique;
- Des actions diplomatiques et politiques pour assurer de bonnes relations entre le peuple araméen et leurs gouvernements respectifs (Turquie, République arabe syrienne, République d'Iraq et Liban).

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

De 2011 à 2014, l'organisation a participé à diverses conférences des Nations Unies, notamment :

- Les sessions de la Commission des stupéfiants et la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, tenues à Vienne;
- De nombreuses sessions du Conseil des droits de l'homme au cours desquelles elle a présenté des déclarations et organisé des manifestations parallèles; et

- Des sessions extraordinaires consacrées à la République arabe syrienne et à la République d’Irak au cours desquelles elle a apporté des contributions. L’organisation a formulé des recommandations pour résoudre la situation délétère dans ces pays respectifs.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L’organisation entretient de bonnes relations avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l’homme. Elle s’est entretenue avec ce dernier et lui a fourni des informations exclusives relatives à la République arabe syrienne, à l’Iraq et à la Turquie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Aucune information fournie.

10. Transform Drug Policy Foundation

Statut consultatif spécial : 2007

Introduction

Transform Drug Policy Foundation est une organisation caritative et un groupe de réflexion international qui se consacre à l’analyse des politiques et au plaidoyer afin de mettre un terme à la guerre contre les drogues et mettre en place des systèmes efficaces et humains de réglementation des drogues. L’organisation mène des activités au plan international et possède des bureaux à Bristol et à Londres et à Mexico.

Objectifs et mission

L’organisation vise à faire adopter des politiques en matière de drogues plus justes et plus efficaces en convaincant les pays à chercher d’autres solutions à la guerre actuellement menée contre les drogues et inefficace jusqu’ici, et à élaborer des modèles fondés sur des données probantes pour une réglementation juridique des drogues à même de contribuer plus efficacement à la réalisation des principaux objectifs des Nations Unies en matière de santé, de droits de l’homme, de sécurité et de développement.

Changements à signaler

En 2012, l’organisation a lancé un programme de travail au Mexique pour l’Amérique latine, en collaboration avec l’organisation non gouvernementale Mexico Unido Contra la Delincuencia, et a créé un bureau à Mexico.

Contribution à des activités des Nations Unies

L’organisation mène des études spécialisées pour les représentations des États Membres et le personnel des institutions des Nations Unies. Elle se sert de ces études pour prôner le changement, encourager le dialogue entre les parties prenantes concernées et aider à la mise en œuvre d’une politique en matière de drogues qui contribue à la réalisation des principaux objectifs des Nations Unies, au lieu de les

compromettre. Elle organise et participe à divers forums et manifestations aux Nations Unies, ou en rapport l'ONU, axés sur la session extraordinaire 2016 de l'Assemblée générale consacrée aux drogues.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé aux réunions suivantes :

- Les réunions de la Commission des stupéfiants des Nations Unies tenues à Vienne, entre 2011 et 2014, au cours desquelles elle a organisé des manifestations parallèles officielles à l'intention des délégués de la Commission;
- Les réunions de liaison des organisations de la société civile avec des hauts fonctionnaires de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime; et
- Une série d'ateliers, de séminaires et de manifestations en rapport avec la Session extraordinaire de l'Assemblée générale sur le problème mondial de la drogue prévue pour 2016 qu'elle a coorganisés à l'intention des missions auprès de l'ONU à New York.

L'organisation est également un membre actif du Comité des ONG de New York et de Vienne sur les drogues.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a contribué de manière informelle au rapport du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) sur les drogues et à la préparation de la session extraordinaire 2016 de l'Assemblée générale consacrée aux drogues. Elle a collaboré avec le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA). L'organisation maintient un contact permanent avec des responsables de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, de l'ONUSIDA, du PNUD et d'autres entités des Nations Unies à travers le Comité des ONG de Vienne et de New York sur les drogues et le groupe de travail de la société civile pour la session extraordinaire 2016 de l'Assemblée générale consacrée aux drogues.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation dirige l'initiative mondiale « Count the Costs » et examine par ailleurs la manière dont les politiques relatives aux drogues entravent le développement international.

11. Transparency International

Statut consultatif spécial : 2003

Introduction

Chef de file de la lutte contre la corruption, Transparency International est une organisation mondiale de la société civile basée à Berlin et. Le réseau de l'organisation comprend plus de 100 sections nationales et des sections en création.

Objectifs et mission

Transparency International s'attèle à créer un monde sans corruption par la sensibilisation, en imaginant et en appliquant des mesures pratiques pour lutter contre la corruption, et en réunissant les parties prenantes concernées au sein de l'administration, de la société civile, des entreprises et des médias afin de promouvoir la transparence lors des élections, dans l'administration publique, dans la passation de marchés et dans les entreprises. Le réseau des sections et des contacts de l'organisation recourt également à des campagnes de sensibilisation pour amener les pouvoirs publics à appliquer les réformes anti-corruption.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation siège au Conseil d'administration du Pacte mondial des Nations Unies et a participé aux réunions du Pacte mondial et y a présenté des déclarations orales. Transparency International collabore avec le Pacte mondial dans le cadre de l'action mondiale contre la corruption. Elle est membre du réseau virtuel sur les indicateurs de gouvernance du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD); et a contribué, dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, aux recommandations relatives au Fonds pour l'adaptation concernant la gouvernance efficace et au Mécanisme pour un développement propre concernant les procédures d'examen et les procédures de fonctionnement fondées sur la transparence et la responsabilisation. L'organisation a été élue représentante des organisations de la société civile à la promotion de la Journée internationale de la lutte contre la corruption organisée par le Fonds d'investissement pour le climat et le Fonds pour l'environnement mondial, en collaboration avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation est accréditée auprès de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques depuis 2007. Les représentants de l'organisation participent aux négociations de Bonn sur le climat depuis 2008 et ont pris part à la COP 17, 18, 19 et 20 (et ont organisé des manifestations parallèles). L'organisation s'est exprimée au Forum pour la coopération en matière de développement, en 2012 et 2013 et y a participé de 2011 à 2014. En 2013, elle a pris part à la Manifestation spéciale consacrée au bilan de l'action entreprise pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement et a participé à la quatrième et cinquième Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation bénéficie de financements du PNUD et du Fonds des Nations Unies pour la démocratie pour divers projets. Elle a collaboré avec le PNUD à l'organisation et à l'animation de la treizième et quatorzième Conférence internationale contre la corruption, en 2012 et 2014. Le Secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques a participé à l'élaboration du programme sur la gouvernance climatique de l'organisation et son

expertise a été sollicitée pour des études diagnostiques, notamment dans le cadre du rapport mondial de l'organisation sur la corruption consacré aux changements climatiques. L'organisation a coopéré avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime à la création de l'Académie internationale de lutte contre la corruption. Elle a également coopéré avec l'Office dans le cadre de l'action mondiale contre la corruption.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation prend part depuis 2012 aux débats sur le programme pour l'après-2015. Elle est membre du Comité exécutif de Beyond 2015 et ancien membre du comité intérimaire du Réseau transparence, responsabilité et participation. Elle a organisé et participé à des manifestations parallèles concernant les objectifs du Millénaire pour le développement et la gouvernance en 2013 et 2014 dans le cadre des discussions de l'Assemblée générale des Nations Unies. Elle a publié plusieurs documents de travail liés aux objectifs du Millénaire pour le développement.

12. Trust for Sustainable Livelihoods

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

Trust for Sustainable Livelihoods a été enregistré à Trinité-et-Tobago en avril 2002 comme organisation non gouvernementale à but non lucratif visant à promouvoir la gestion durable des ressources naturelles en vue de l'amélioration des moyens de subsistance des communautés des Caraïbes. L'organisation œuvre dans quatre principaux domaines, à savoir la formation, la sensibilisation, l'utilisation rationnelle des ressources naturelle et la gouvernance environnementale. Elle mène ces activités dans les pays anglophones des Caraïbes.

Objectifs et mission

L'organisation apporte une assistance technique pour aider au renforcement des capacités au sein des organisations des Caraïbes et des communautés ciblées en vue d'une gestion efficiente et efficace des ressources naturelles et de l'amélioration des moyens de subsistance.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Quelques-unes des activités réalisées par l'organisation :

- Elle a animé les sessions plénières et du groupe de travail à l'atelier sur la gestion des espèces exotiques envahissantes marines organisé par l'Institute of Marine Affairs à Trinidad;

- Elle a organisé et animé la formation des agents de la Division des ressources forestières à l'utilisation des systèmes GPS portables pour la navigation, la cartographie ou le positionnement des éléments physiques ou des espèces;
- Ses représentants ont apporté des contributions techniques à la mise en œuvre des pratiques agricoles durables dans le cadre d'un projet destiné aux communautés de la cordillère septentrionale de Trinidad coordonné par la Cropper Foundation;
- Ses représentants ont apporté des contributions techniques au projet Partenariat mondial pour l'eau-Caraïbes qui a été mis en œuvre dans plusieurs pays des Caraïbes;
- Ses représentants ont participé à l'examen et à la formulation des politiques nationales suivantes : la politique en faveur de la vie sauvage nationale, la politique nationale relative aux aires protégées, la politique nationale en matière de forêts et la politique nationale en matière de changements climatiques;
- Elle a dirigé le projet de conception d'un parc naturel à l'est de Trinidad, en coopération avec Sou Sou Land Cooperative Society Limited;
- Ses représentants ont participé à l'examen et à l'élaboration d'une stratégie de réduction des émissions de carbone à Trinité-et-Tobago, qui sera mise en œuvre par le Ministère de l'environnement en tant qu'initiative de lutte contre les changements climatiques;
- Ses représentants ont pris part à l'élaboration des cibles et des indicateurs nationaux en matière de biodiversité concernant Trinité-et-Tobago.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune information fournie.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement à Risoe au Danemark, a entrepris un projet dans le cadre du Mécanisme pour un développement propre à Trinité-et-Tobago en vue de l'élaboration de notes d'information sur des idées de projets et de documents de projets.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Pendant la période considérée dans le présent rapport, 18 exposés techniques sur un éventail de projets liés à la gestion des ressources naturelles ont été présentés à plusieurs catégories de parties prenantes, notamment des étudiants, des agriculteurs, des pêcheurs, des communautés rurales, des organisations non gouvernementales, des organismes gouvernementaux, le secteur de l'ingénierie et des élèves du lycée.

13. Union de l'action féminine

Statut consultatif spécial : 2003

Introduction

L'Union de l'action féminine est une organisation non gouvernementale à but non lucratif basée au Maroc.

Objectifs

L'organisation vise à promouvoir les droits humains de la femme; plaider pour l'application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes; promouvoir les droits économiques, culturels, civiques et politiques des femmes; éradiquer l'analphabétisme et réduire l'échec scolaire; éliminer les préjugés et les pratiques coutumières fondées sur l'infériorité de la femme qui perpétuent la discrimination entre femmes et hommes; éradiquer la pauvreté, la précarité et la marginalisation sociale surtout des femmes rurales; protéger et promouvoir les droits des femmes émigrées; et garantir la protection des filles contre les mauvais traitements, l'exploitation économique et les sévices sexuels.

Changements à signaler

L'organisation a changé de nom. Elle s'appelle dorénavant Union de l'action Féministe.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'Union de l'action féminine participe par des déclarations écrites et orales au Conseil des droits de l'homme à Genève. Elle organise également des panels lors de réunions du système des Nations Unies de manière indépendante ou conjointe.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'Union de l'action féminine a participé à la cinquante-cinquième, cinquante-sixième et cinquante-huitième sessions de la Commission de la condition de la femme, tenues à New York, du 22 février au 4 mars 2011, du 27 février au 9 mars 2012 et du 10 au 21 mars 2014.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a participé dans le cadre du mouvement féministe au « Printemps de la dignité » avec l'Organisation des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes). Le portail internet « Anissaya.net » mis en place par l'Union de l'action féminine qui vise à appuyer l'accès des femmes à leurs droits est cofinancé par ONU-Femmes Maroc.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Tout le travail de l'Union de l'action féminine s'est concentré sur l'application du principe d'égalité et de la lutte contre toutes les formes de discrimination et de violence à l'égard des femmes et des filles sous la forme d'activités de

sensibilisation, de formation pour les populations cibles, de plaidoyers sous forme de mémorandums dont la cible sont les institutions gouvernementales et de médiatisation à travers les médias par des conférences de presse.

14. Union of British Columbia Indian Chiefs

Statut consultatif spécial : 2003

Introduction

Union of British Columbia Indian Chiefs représente les communautés autochtones de Colombie-Britannique au Canada. L'organisation appuie les autorités autochtones dans l'exercice de leurs droits et responsabilités concernant la souveraineté et le développement politiques, sociaux, économiques, culturels et spirituels.

Objectifs et mission

L'organisation œuvre en faveur de la mise en œuvre, de l'exercice, de la reconnaissance et de la protection des droits, des territoires, des lois et de la juridiction autochtones, et de la défense des principes et normes énoncés dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (la « Déclaration »).

Changements à signaler

Le nombre des communautés autochtones membres est passé à 130, ce qui exerce des pressions accrues sur le personnel et les ressources. Il y a eu une réduction significative du financement des programmes et projets essentiels.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a activement soutenu la Déclaration, en collaborant avec d'autres nations autochtones et organisations non gouvernementales, en publiant des communiqués de presse, des bulletins, des articles, des communications, des correspondances à l'administration et en participant à des campagnes, défilés et rassemblements.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a présenté les déclarations et rapports suivants aux organismes des Nations Unies :

- La déclaration écrite conjointe (2013) au Conseil lors du débat de haut niveau, auquel ont participé les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil, en vue de l'examen ministériel de 2013;
- La communication conjointe (2012) au Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à la mission alimentaire au Canada;
- La déclaration conjointe (2012) sur l'atteinte aux droits des peuples autochtones et à la déclaration des Nations Unies : de l'urgence d'entreprendre des réformes de procédure dans les organisations internationales;

- La déclaration conjointe (2011) sur les violations répétées du principe de consentement libre, préalable et en toute connaissance de cause dans le cadre de la Convention pour la protection du patrimoine mondial de l'UNESCO;
- Le rapport parallèle (2012) sur la résolution équitable, juste et en temps opportun des revendications foncières des peuples autochtones;
- La déclaration conjointe (2012) sur l'urgence d'examiner la discrimination à l'encontre des autochtones; et
- Les suites données (2012) aux dix-neuvième et vingtième rapports périodiques du Canada.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a coopéré avec des entités du système des Nations Unies par le biais de :

- Communications orales (2013) à la Division des traités relatifs aux droits de l'homme du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme concernant les enquêtes sur les femmes et filles autochtones disparues et assassinées;
- Une déclaration conjointe (2013) portant sur la déclaration de tous les chefs de la Colombie-Britannique approuvant le document consensuel de l'Assemblée des Premières Nations intitulé « Fundamental Change, Remedies and Actions Required Immediately »;
- Une déclaration conjointe (2011) avec six autres ONG portant sur la demande des groupes autochtones adressée aux gouvernements autochtones pour le financement des enquêtes sur les femmes disparues; et
- Une coalition créée en 2011 avec le Conseil tribal Carrier-Sekani pour participer conjointement à la Commission d'enquête sur les femmes disparues de Colombie-Britannique.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a mené les activités suivantes :

- Plaidoyers, défilés et rassemblements pour s'opposer à la construction d'oléoducs et à l'exploitation du pétrole sale et s'assurer que les nations autochtones sont consultées en ce qui concerne l'exploitation des ressources et la protection de l'environnement sur leurs territoires;
- Elle a appuyé les efforts en faveur de l'élargissement de la juridiction des Premières Nations en matière d'éducation;
- Elle a appuyé les efforts visant à garantir la sécurité alimentaire des nations autochtones en militant en faveur d'un partage des recettes tirées de l'exploitation des ressources et d'un contrôle du territoire;
- Elle a soutenu les efforts visant à lutter contre l'extrême pauvreté dans les communautés autochtones à travers l'autodétermination par la voie du développement économique et en militant pour plus d'emplois;

- Elle a encouragé la mise en place d'une coalition sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées;
- Elle s'est engagée en faveur de la protection du saumon sauvage, en lançant notamment la Wild Salmon Alliance et a fait du lobbying contre les exploitations piscicoles;
- Elle a apporté un soutien politique et technique à l'exercice du droit inhérent des communautés au commerce des produits de leurs terres.

15. Women Watch Afrika

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

Women Watch Afrika est une organisation non gouvernementale à but non lucratif qui œuvre pour la justice à l'égard des femmes, en particulier pour l'élimination de la discrimination sexiste et la promotion des femmes et des filles. L'organisation a été créée en novembre 1994 à Dakar au Sénégal, et s'est constituée à Atlanta, Géorgie, États-Unis d'Amérique en 1997 pour répondre aux besoins des femmes d'ascendance africaine. L'organisation est au service des familles de réfugiés à faible revenu en provenance de 22 pays africains.

Objectifs et mission

L'organisation s'attèle principalement à éliminer toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et d'inégalités dans le domaine de la santé, et à promouvoir le développement social et économique des femmes et des filles. Elle examine les obstacles persistants à l'application des réglementations nationales et internationales en matière de protection des droits des femmes. L'organisation s'emploie à éduquer les femmes sur leurs droits fondamentaux, notamment les droits en matière de procréation, de santé, d'éducation, de logement, et œuvre pour l'instauration de services de santé accessibles et d'un coût abordable.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Women Watch Afrika contribue aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires en articulant les préoccupations des femmes africaines aux États-Unis et celles des femmes dans leur pays d'origine, de même que les préoccupations mondiales visant à éliminer toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. L'organisation collabore avec d'autres organisations non gouvernementales pour faire avancer le programme mondial concernant les droits des femmes, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, et pour faire entendre la voix des femmes dans les instances politiques internationales.

Elle a participé avec d'autres groupes à la réunion organisée par le réseau américain des droits de l'homme et Urban Justice Center afin d'établir le rapport parallèle des États-Unis qui a été soumis au Conseil des droits de l'homme, et qui

présentait la situation des droits de l'homme en vue de l'examen périodique universel des États-Unis.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune information fournie.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Un membre de l'organisation a participé à la réunion de la Section de lutte contre la discrimination du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme à Genève, au printemps 2013. Programme de bourses, personnes d'ascendance africaine. L'organisation participe également aux réunions de l'Unité de la société civile du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, y compris la toute dernière sur le thème « How to Follow Up on United Nations Human Rights Recommendations ».

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a rédigé un document de synthèse sur les femmes et la pauvreté dans le monde pour attirer l'attention sur la nécessité d'éliminer la pauvreté dans le monde. Elle a mené l'initiative « Education Justice for girls and the #BringbackourGirls campaign », la campagne internationale visant à libérer les 300 filles enlevées par Boko Haram au nord du Nigéria, et ce en vue de la réalisation de l'objectif du Millénaire pour le développement n° 3. Elle organise une formation annuelle à l'intention de 20 défenseurs de la santé préventive chez les réfugiés, issus de douze pays et exerçant les fonctions d'agents de santé communautaire. Ils se chargent à leur tour de former six femmes chaque mois, ce qui permet de toucher davantage de femmes, et ce en vue de la réalisation de l'objectif du Millénaire pour le développement n° 5.